



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°15 – du 22 au 28 avril 2022

En bref

- Le parti *Labour* préconise une réforme du statut de « non-résident fiscale » (*non-domiciled*). Ce dispositif permet à certains contribuables, dont la résidence permanente est à l'étranger, de ne pas payer d'impôt au fisc britannique sur leur revenu étranger pendant 15 ans, moyennant le paiement d'une charge forfaitaire annuelle de 30 000 ou 60 000£.
- Les résultats des exercices de scénario exploratoire biennal de la Banque d'Angleterre (BoE) sur les risques financiers liés au changement climatique seront publiés le 24 mai 2022.
- L'association de protection des consommateurs Which? alerte les autorités publiques sur le risque de désertification bancaire dans les zones rurales, alors que le rythme de fermeture des agences s'accélère.
- Les banques Lloyd's et HSBC alertent sur le risque de défaillance des emprunteurs, dans un contexte de choc

LE CHIFFRE À RETENIR

6 %

La hausse des prix alimentaires au RU générée par le Brexit, en 2021, selon [une étude de la LSE](#).

sur le coût de la vie et relèvent leurs provisions pour pertes sur prêts.

- Le Royaume-Uni et la Suisse [annoncent](#) le 28 avril le lancement de négociations commerciales.
- Devant le Parlement, le Secrétaire d'Etat en charge de la City reconnaît la perte, « modeste » selon lui, de 7 000 emplois financiers, d'après une estimation du cabinet EY en raison du Brexit.

Actualité macro-économique

Au cours du mois de mars 2022, 9 adultes sur 10 rapportent une augmentation du [coût de la vie](#) – Alors que les tarifs réglementés de l'électricité n'avaient pas encore augmenté, 4 adultes sur 10 disaient faire face à des difficultés pour payer leur facture d'électricité. En outre, près de la moitié (43%) des adultes estimaient ne pas être en mesure d'épargner dans les 12 prochains mois, soit le plus haut niveau depuis le début du suivi de cet indicateur par l'institut statistique en mars 2020.

Le déficit et la dette publique britanniques de 2021-2022 ressortent respectivement à 6,4% et 96,2% du PIB – Selon les dernières données de l'ONS, l'[emprunt public](#) au cours de l'année budgétaire allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 atteint 160,8Md£, soit 6,4% du PIB, en hausse par rapport aux prévisions. En baisse de moitié par rapport au déficit historique de 2020-2021 (14,5%), il s'agit néanmoins du troisième niveau de déficit depuis 1947. La majorité des titres souverains britanniques étant indexés sur l'inflation, la charge de la dette a augmenté de 30 Mds£ par rapport à l'année précédente (+77,3%). Elle représente à elle seule une dépense annuelle de près de 70 Md£. Enfin, la dette publique britannique en 2021-2022 atteint un niveau historique depuis le début des années 1960, soit 96,2% du PIB, soit 2,3 points de pourcentage de plus que l'an passé,

Selon des estimations officielles, 17 Mds£ distribués sous forme de prêts garantis pendant la crise Covid seront perdus, dont près de 5 Mds£ en raison de la fraude – Le [gouvernement](#) admet que la fraude a pu être importante lors de l'octroi aux PME de prêts

garantis à 100% par l'État. L'objectif initial était de protéger les entreprises en leur prêtant des fonds rapidement. Avec ce dispositif, 1,5M de prêts ont été accordés pour un total de 47 Md£, pour la majorité au cours des deux premiers mois du dispositif.

Actualité commerce & investissement

Lors de la City Week conference, la ministre au commerce extérieur promeut l'agenda commercial britannique – Mentionnant ses récents voyages officiels (Baltimore, Singapour, Ottawa, Jakarta et Tokyo), Anne-Marie Trevelyan [réaffirme](#) notamment la «réputation sans égale» des services financiers britanniques à travers le monde tout en offrant de nouvelles opportunités au secteur grâce aux négociations en cours. Ces opportunités devraient contrecarrer «les obstacles cachés, le protectionnisme et les règles désuètes entravant l'accès à de nouveaux marchés», visant notamment le dynamisme du CPTPP et l'ouverture du marché indien.

La ministre britannique au commerce et son homologue américaine ont participé au deuxième dialogue commercial transatlantique – Les discussions, qui se sont tenues en Ecosse, ont abordé divers défis du commerce mondial: le numérique et l'innovation, le commerce vert, le soutien aux PME, la résilience des chaînes d'approvisionnement et l'emploi. A cet égard, les dirigeants de certains syndicaux américains et britanniques ont affiché leurs [inquiétudes](#), considérant que le gouvernement britannique s'est engagé

dans des négociations commerciales avec des partenaires « peu sensibles » au respect des droits de d'homme et du travail.

Le Royaume-Uni cherche à obtenir des arrangements commerciaux avec plusieurs Etats fédérés américains – La semaine dernière, la secrétaire d'Etat au commerce Penny Mordaunt a déclaré devant le Parlement qu'une vingtaine de pourparlers étaient engagés avec des états fédérés, dont certains pourraient se concrétiser par une sorte d'accord non contraignant dans les prochaines semaines et l'un avec le Texas d'ici octobre. Ces accords pourraient éventuellement contenir des mesures de facilitation des échanges et des investissements et des dispositifs d'accompagnement des acteurs privés.

Le Royaume-Uni réitère son intention de suspendre les droits de douanes résiduels sur les importations ukrainiennes – Lors de sa visite à Kiev mi-avril, Boris Johnson avait déjà annoncé vouloir suspendre les droits de douanes sur les importations ukrainiennes. Pour mémoire, le Royaume-Uni avait signé un accord de continuité (ALE) en novembre 2020 répliquant l'accord UE-Ukraine. Cet ALE permet une quasi-totale libéralisation des échanges à hauteur de 98,1% pour le Royaume-Uni et 99,1% pour l'Ukraine. Cette annonce bénéficiera essentiellement à certains produits industriels qui étaient soumis à des périodes transitoires, ainsi qu'aux produits agricoles soumis à des contingents tarifaires (principalement la viande, les produits laitiers et certains fruits et légumes). Parallèlement, la Commission européenne a proposé également de suspendre ces droits de douanes pendant un an ainsi que les droits perçus au titre des mesures anti-dumping sur l'acier et l'aluminium.

Selon une [étude](#) de la LSE, la sortie effective du Royaume-Uni du marché unique a provoqué une chute de 25% des importations britanniques depuis l'UE en 2021 – Les résultats de l'étude révèlent que l'impact négatif touche tous les flux depuis/vers l'UE, mais a été plus marqué sur les importations que les exportations britanniques en 2021. A cet égard, le redressement partiel des exportations britanniques vers l'UE pourrait s'expliquer par la hausse des ventes de matériels coûteux de haute technologie. A l'inverse, une baisse prononcée des relations commerciales de produits de plus faible valeur serait observée; les coûts et frictions liés au passage de la frontière rendant ces échanges peu profitables.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Dans un rapport, le *think-tank* Common Wealth a explicité le [risque](#) posé par les fonds passifs sur la transition vers le NetZero du Royaume-Uni – Les fonds passifs seraient en train d'augmenter considérablement leur participation dans les sociétés cotées œuvrant dans l'industrie des combustibles fossiles. Ils détiendraient 45 % de toutes les participations dans cette filière, contre une moyenne de 33 % pour l'ensemble des industries. La diminution des cours de bourse incite les fonds passifs à acheter massivement ces actifs. Aussi, le think-tank demande aux fonds passifs d'investir davantage dans leurs équipes de

gestion et d'accroître leur transparence quant à leur politique d'investissement afin de pouvoir aider la transition. En outre, il faudrait que les fonds passifs impulsent une dynamique actionnariale en adéquation avec les objectifs de décarbonation de l'économie britannique.

Lors de la CityWeek, J.Glen, Secrétaire d'Etat en charge de la City, a [proclamé](#) le lancement du groupe de travail sur les plans de transition climatique – Après son annonce en novembre dernier lors de la COP26, le groupe, qui est désormais officiellement opérationnel, rassemble des représentants du gouvernement, de l'industrie, et du monde universitaire afin d'établir les meilleures pratiques en matière de planification de la transition. Le groupe de travail établira des recommandations pour les plans de transition et un *sandbox* comprenant des critères et des métriques, avec un cadre sectoriel neutre et des conseils spécifiques pour le secteur financier et l'économie au sens large. Pour rappel, les entreprises financières et les sociétés cotées devront publier dès l'année prochaine des plans de transition vers le NetZero en 2050 ou expliquer pourquoi ils ne le font pas (comply or explain).

2 Banques et assurances

Le HMT a publié la [consultation](#) détaillant ses orientations pour la réforme de la réglementation des assurance – En ligne avec les annonces précédentes, apparaissant notamment dans les discours de J. Glen, le gouvernement entend réduire de 60 à 70 % la marge de risque. Il souhaite également réformer le *matching adjustment* notamment pour favoriser l'éolien offshore, ainsi que d'autres projets d'infrastructures de long-terme dans le cadre du *Levelling Up*

Agenda et des promesses faites lors de la COP26. La réduction des obligations de déclaration et autres charges administratives des entreprises du secteur assurantiel, notamment en doublant les seuils à partir desquels les assureurs sont inclus dans le régime de solvabilité, est également proposé. Cette consultation se terminera en juillet. La PRA a également lancé une seconde [consultation](#) technique en parallèle.

Sam Woods, directeur de la Prudential Regulatory Authority (PRA), a [pointé du doigt](#) la complexité du système mondial de réglementation des exigences de fonds propres des banques – Il a ainsi exprimé la possibilité d'une suppression d'un grand nombre d'exigences réglementaires telles que le coussin contracyclique. Au lieu de cela, les régulateurs mondiaux calculeraient les besoins en capitaux individuels des banques en utilisant des *stress tests*, en mobilisant leurs propres jugements sur le caractère risqué des modèles commerciaux et le climat macroéconomique général. Des recherches récentes de la BoE ont ainsi montré la tendance des banques à réduire procycliquement leurs prêts en période de crise afin d'éviter que leurs niveaux de capital ne tombent en dessous des principaux seuils réglementaires. Ces résultats feraient douter le haut responsable de l'efficacité des règles actuelles. Cependant, ce discours paraît une volonté délibérée de provoquer le débat sur ces sujets, et ne dénote pas une position ferme de la PRA sur ce sujet.

A. Sheppard, responsable de la politique assurantielle à la PRA, exprime sa vision de la PRA pour l'avenir de l'assurance et de la réassurance au sein du marché de Londres – Selon lui, les standards élevés de la PRA ne sont pas un frein mais bien un facteur

d'attraction. Afin de répondre aux reproches de lenteur et de rigidité adressés par la Chambre des Lords, il a explicité les récentes et futures réformes assurantielles. Ainsi, les réformes déjà menées ont supprimé les exigences en matière de capital pour les succursales de réassurance de pays tiers, pour attirer les entreprises ayant des activités d'assurance transfrontalières.

Quant aux réformes futures, il cite notamment l'autorisation des entités traditionnelles. La nouvelle approche de la PRA sera conçue pour améliorer la rapidité du processus, le niveau d'examen du plan d'affaires et le niveau de la documentation requise.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international